

Les industriels du bassin lémanique listent les défis de l'après-crise

CONVENTION. Des entrepreneurs français et suisses se sont rencontrés avec l'objectif de stimuler les capacités d'innovation, d'adaptation et faciliter la recherche de partenariats.

Une centaine d'entrepreneurs français et suisses ont fait le point jeudi à Mex (VD) sur la situation de l'industrie dans le bassin lémanique. Confrontés aux mêmes difficultés, ils ont évoqué les incertitudes quant à l'avenir de quelque 250.000 emplois et ont demandé la prise en compte de leurs besoins au-delà des dispositifs nationaux.

La convention d'affaires de l'Union lémanique des chambres de commerce s'est déroulée dans l'usine du groupe Bobst. Elle a permis d'échanger à nouveau en présentiel, se sont réjouis les membres du Conseil du Léman lors d'un point de presse en marge de la rencontre.

Transition numérique

Avec près de 250.000 emplois, dont 20.000 frontaliers, le secteur de l'industrie revêt un intérêt stratégique pour le dynamisme de tout un bassin de vie transfrontalier. Les derniers indicateurs prévoient une stabilisation de la croissance du secteur de l'industrie après la crise. Les mesures de soutien en France et en Suisse ont permis d'atténuer le choc.

Cependant, dans ce climat d'incertitude, de nombreux défis se posent pour son avenir, notamment celui du secteur de la machine-outil. Les rencontres jeudi

ont été organisées pour stimuler les capacités d'innovation et d'adaptation des entreprises et faciliter la recherche de partenariats. Les entreprises ont souligné l'importance d'un climat de confiance et des conditions de coopération de nature à les rassurer.

Les participants à la Convention ont constaté que l'un des points positifs de la crise est d'avoir accéléré la transition numérique, a rapporté Aude Pugin, présidente de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie. L'industrie doit également être considérée comme un acte stratégique pour l'Etat: la formation dans ce domaine doit être revalorisée.

Président du Conseil du Léman, le conseiller d'Etat Pascal Broulis en charge des finances vaudoises a relevé que l'une des forces de la région dans cette période troublée est d'avoir un tissu économique largement diversifié. «Nous sommes encore dans une bonne mixité, le secondaire et le tertiaire restent très actifs».

Communauté de destin

La zone frontalière reste ouverte, alors que beaucoup d'autres frontières sont fermées, a ajouté le ministre qui a évoqué la communauté de destin avec la Suisse et

la France: «Nous soutenons fortement l'autre côté de la frontière par les salaires, mais sans eux, nous serions dans la panade». Et de souligner qu'il faut éviter des barrières supplémentaires.

«Attention à la réciprocité dans l'ouverture des frontières. Elle est importante et fragile», a abondé Sylvain Diserens, membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Haute-Savoie. Il faut garder en tête que la région est une entité territoriale.

«Après la fin des aides étatiques, que sera l'économie»? s'est interrogé Gérard Paoli, vice-président du Département de l'Ain, soulignant qu'il y a déjà des pertes d'emploi. Il faut être optimiste et travailler davantage ensemble, a-t-il estimé.

«On assiste à la résurgence de l'Etat nation. Certains pays profitent de la crise pour ériger des frontières», a notamment relevé Vincent Subilia, directeur de la **Chambre du commerce d'industrie et des services de Genève**. Or le bassin économique ne se marie pas avec les frontières.

Des conditions cadres souples sont nécessaires, a-t-il relevé. A Genève, avec le salaire minimum le plus élevé de la planète, on précarise davantage ceux qui le sont déjà, comme dans le secteur de l'hôtellerie, a-t-il déploré. Il a aussi